

# Même les start-up suisses ne veulent pas de la nouvelle Grande Oreille de Berne

**Législation renforcée** Le monde de la sécurité informatique va lancer un référendum contre deux lois «liberticides». En cause: les coûts qu'elles vont occasionner.

**Elisabeth Eckert**  
elisabeth.eckert@lematindimanche.ch

Andy Yen et ses associés de la société de cryptage genevoise ProtonMail, issue du CERN, ont pris le commandement. Les raisons économiques de leur combat sont partagées par Antonio Gambardella, directeur de la Fondation genevoise pour l'innovation technologique (Fongit), soutenue par l'Etat de Genève. «Nous reconnaissons la nécessité de lutter contre le terrorisme et la cybercriminalité, nous déclare Andy Yen. Mais nous allons combattre ces nouvelles lois sur les renseignements et sur la surveillance de la correspondance par poste et télécommunication. Nous allons lancer un référendum, dont la première collecte de signatures va débuter début octobre.»

## Des alliances inattendues

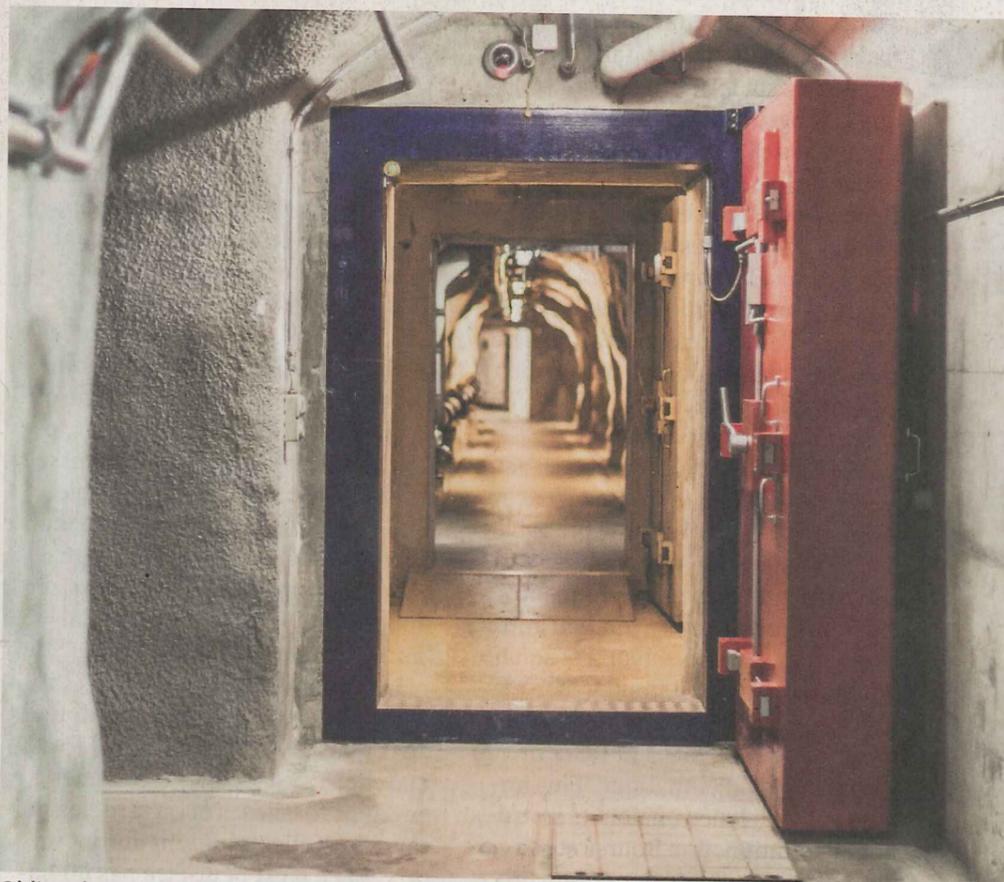
Ainsi, après une frange du Parti socialiste suisse, des Verts et l'ensemble du Parti pirate, voici des créateurs d'entreprise qui se retrouvent dans le même camp contre des lois jugées «liberticides et nocives». Cette alliance de la morale et du business a de quoi surprendre. Et pourtant... Soutenue déjà par de nombreuses entreprises en technologies de l'information (IT) et en sécurité informatique, la société Pro-

tonMail - qui compte quelque 700 000 clients dans le monde - va se servir de son carnet d'adresses pour solliciter ses clients suisses, afin qu'ils signent son référendum fédéral. L'argument de ProtonMail? Deux changements fondamentaux de loi en matière de données informatiques vont engendrer des coûts tels «qu'ils seront insupportables pour des start-up et dissuader d'autres sociétés étrangères à s'établir en Suisse».

## Un cumul bien camouflé

La première de ces deux lois «ennemies» - la loi sur les renseignements - votée ce vendredi. Prise séparément, et sur le seul plan économique, elle n'est pas dangereuse en soi, puisqu'elle va «seulement» autoriser à nos services secrets de surveiller, sous contrôle judiciaire, nos conversations téléphoniques, nos courriers et nos mails. Mais le danger vient de la seconde, la loi sur la surveillance des télécommunications, dont on débattre en 2016, qui va imposer à tous les *providers* de conserver durant douze mois (contre six mois actuellement) l'ensemble des données qui auront transité pour eux.

En fait, dénonce le monde des sociétés informatiques, écoutez plus conservation durant un an des données: un cock-



Obliger les entreprises à conserver les données deux fois plus longtemps coûtera trop cher aux start-up, et pourrait motiver les cybercriminels. DR

tail explosif. «La loi sur la surveillance va engendrer des coûts de maintenance et de *compliance* tout simplement insupportable pour de jeunes entreprises qui n'ont jamais d'argent», affirme ainsi Antonio Gambardella de la Fongit.

En clair, il faudra à l'avenir à ces start-up trouver autant d'argent pour ces nouveaux postes purement administratifs et de contrôle, au profit des services secrets suisses, que pour développer leur société, leurs activi-

tés et les créations d'emplois. Mission impossible! Car on s'apprête à reproduire ce qui se passe en ce moment dans le sec-

**«La loi sur la surveillance qui sera votée en 2016 peut être fatale aux start-up informatiques»**

Antonia Gambardella, directeur de la Fongit

teur financier, où les dépenses imposées par de nouvelles réglementations provoquent la mort des petits acteurs au profit des plus gros. UBS et Credit Suisse aujourd'hui. Swisscom et Cablecom demain.

Erreur fatale, comme nous l'expliquent Andy Yen et Antonio Gambardella: «Les données informatiques sont les nouvelles ressources du XXI<sup>e</sup> siècle. La protection de ces dernières est un secteur important de croissance pour la Suisse.» Ils n'ont

pas tort. Ainsi, le chiffre d'affaires mondial du marché de la lutte contre la cybercriminalité est estimé à 170 milliards de dollars d'ici 2020. Et la Suisse, en tant que nouveau coffre-fort de l'informatique, compte bien y jouer un grand rôle. Les Alpes sont faites pour cela. Dès la semaine prochaine, le secteur privé des technologies de l'information et de la sécurité informatique va monter donc aux barricades pour défendre ses intérêts, entre des géants tels Swisscom ou Cablecom, qui ont déjà dégagé des dizaines de millions de francs en infrastructures informatiques capables de conserver durant douze mois toutes leurs données, et les exigences de Berne.

## «Trop chères et absurdes»

«Ces deux nouvelles lois ne sont pas seulement contestables sur le plan de la protection de sphère privée, affirme Andy Yen de ProtonMail. Leur mise en œuvre a tout simplement un pouvoir de vie ou de mort sur cette nouvelle industrie technologique.» D'autant que, comme l'affirme cet ancien informaticien du CERN, ces nouvelles mesures sont totalement contre-productives en matière de sécurité nationale, car plus un pays multiplie le nombre de sociétés soumises à la conservation des données, plus les risques d'attaques de cybercriminels sur elles se multiplient.

La première loi de ce dispositif «antiterroriste» a déjà du plomb dans l'aile. Le Parti pirate a ainsi annoncé qu'il allait lancer un référendum contre la loi sur les renseignements, suivi, vendredi, par une partie des socialistes et des Verts. Tous ces partis trouveront à côté d'eux des créateurs d'entreprises. ●

# Malgré le franc fort, la Suisse est séduisante

**Emploi** Certes, depuis janvier, on a recensé en Suisse la perte de 2864 places de travail. Mais cette sombre réalité est compensée par un fort dynamisme dans plusieurs secteurs industriels.

Depuis que la Banque nationale suisse a abandonné le taux plancher pour l'euro le 15 janvier, beaucoup d'industriels se lamentent. Or la Suisse demeure un emplacement attrayant pour bon nombre de sociétés qui apprécient les avantages concurrentiels de notre pays. La semaine dernière, le géant allemand de la chimie Bayer a fait savoir qu'il transférerait une des trois divisions du groupe des USA (New Jersey) à Bâle. Bonus: 20 places de travail. On parle d'un transfert à venir d'autres postes. Parallèlement, Bayer développe son secteur pharmaceutique à Bâle. Selon le porte-parole Patrick Kaiser, le nombre de places de travail pourrait passer de 600 à 800 en deux ans.



Hublot inaugure mardi une nouvelle usine à Nyon. Christian Beutler/Keystone

l'abandon du taux plancher, le groupe US de biotechnologie Biogen annonce vouloir bâtir à Luterbach (SO) une unité de production qui emploiera 400 personnes dès 2019, et plusieurs

diqué cet été, vouloir implanter son siège européen à Genève, comme la japonaise Santen Pharmaceutical. Oriflame, fabricant de cosmétiques suédois, a transféré il y a peu son siège

de boîtes à Widnau (SG), avec 130 places de travail.

Eli Lilly, géant étatsunien de la pharma, transfère son siège des produits vétérinaires pour l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique d'Anvers à Bâle. Près de 50 postes de travail passeront en Suisse. Et le groupe biotech australien CSL Behring construit à Lengnau (BE) une nouvelle fabrique qui occupera 300 employés.

## Les atouts suisses

Roche a annoncé créer cette année encore plusieurs centaines de postes en Suisse. Il y a deux semaines, Nespresso a inauguré à Romont une fabrique offrant 125 places de travail. Le groupe Georg Fischer prévoit d'ouvrir une nouvelle fabrique à Bienne, engendrant 460 emplois.

Enfin, Hublot inaugurera mardi à Nyon une nouvelle usine. Gain: près de 100 postes. Cet investissement de plus de 300 millions de francs était planifié de longue date. Pour son

Publicité



Votre tirelire va adorer.